

Davantage de dioxines autour de l'incinérateur d'Ivry

Des mesures de retombées atmosphériques montrent des niveaux élevés de pollution autour de l'usine

Les débats s'annonçaient déjà houleux. La révélation de données officielles jusque-là passées inaperçues devrait agiter davantage la réunion publique sur « la présence de polluants en ville », programmée mardi 27 mai en fin de journée à la mairie d'Ivry-sur-Seine, commune du Val-de-Marne de 61 000 habitants qui doit cohabiter avec l'un des plus grands et anciens incinérateurs d'ordures ménagères d'Europe. Dans la salle, outre des riverains, des représentants de l'agence régionale de santé (ARS), de l'éducation nationale, du collectif 3R qui alerte depuis des années sur les nuisances liées à l'incinérateur d'Ivry-Paris XIII, et de son gestionnaire public, l'agence métropolitaine des déchets ménagers (Syctom).

En février 2022, une étude de la fondation ToxicWatch, spécialisée dans l'analyse toxicologique des polluants émis par les incinérateurs, pour le collectif 3R, avait révélé une contamination massive aux dioxines des œufs dans les poulaillers à Ivry et aux alentours. Depuis, l'ARS recommande toujours de ne pas consommer d'œufs issus de poulaillers domestiques dans 410 communes de l'aire urbaine de Paris et répète que l'incinérateur est une source de pollution parmi d'autres avec le trafic routier ou le brûlage de déchets à l'air libre.

En avril, une nouvelle étude de ToxicWatch a mis en évidence des niveaux importants de dioxines et de métaux lourds dans des mousses prélevées à moins de un kilomètre de l'incinérateur notamment dans des cours d'écoles d'Ivry et de la commune voisine de Charenton-le-Pont. Le Syctom a alors mis en cause la méthodologie de la fondation et assuré, comme en février 2022, que le lien n'est pas établi avec l'incinérateur, situé près du périphérique, à cheval sur Ivry et le 13^e arrondissement de Paris.

« Transparence indispensable »

Afin de « rassurer les habitants des villes voisines », le Syctom dit alors qu'une « surveillance environnementale » est réalisée autour de l'usine et de ses deux cheminées. Celle-ci repose notamment sur des mesures de retombées atmosphériques pratiquées sur une période de deux mois à l'automne dans des collecteurs de précipitations (jauges Owen). Les données sont accessibles en open data : « Une transparence indispensable à la bonne cohabitation entre installations du Syctom et les riverains », selon le gestionnaire. Le collectif



3R a passé au crible ces données. Le Monde a pu les vérifier. Elles ne risquent pas d'améliorer la « cohabitation » entre incinérateurs et riverains. Leur analyse révèle en effet que les niveaux de dioxines les plus élevés sont ceux des collecteurs les plus proches de l'usine dans un rayon de un kilomètre.

En 2023, dernière année pour laquelle les données sont disponibles, la concentration de dioxines atteint 44,54 pg I-TEQ/m²/j (pictogrammes équivalent toxique par mètre carré et par jour) au point de prélèvement le plus proche de l'usine, situé près des tours Duo de l'architecte Jean Nouvel sur la cartographie du Syctom ; 20,52 pg I-TEQ/m²/j en 2022 au point de prélèvement situé près de la jardinerie Truffaut, à environ 200 mètres des cheminées ; 7,34 pg I-TEQ/m²/j à la jauge de l'immeuble de bureau « Optima », à environ 400 mètres.

Il n'existe pas de valeur réglementaire pour les dépôts atmosphériques de dioxines en France. Toutefois, le Syctom retient deux seuils déterminés par le BRGM en 2012 : un niveau inférieure à 5 pg I-TEQ/m²/j caractérise le bruit de fond urbain et industriel, un niveau supérieur à 16 pg I-TEQ/m²/j marque la proximité d'une source industrielle. L'Allemagne, elle, a fixé une valeur réglementaire à 4 pg I-TEQ/m²/j. Les concentrations relevées autour de l'incinérateur d'Ivry-Paris XIII oscillent donc entre près de deux fois et dix fois au-dessus de la valeur réglementaire allemande à mesure que l'on se rapproche de l'usine. « Ces données montrent qu'il y a bien une pollution due à l'incinération et pas seulement au trafic routier, contrairement à ce que répète le Syctom à chaque étude », commente Amélie Boespflug, coprésidente du collectif 3R.

Cette « signature » se retrouve aussi dans les jauges à proximité des deux autres incinérateurs gérés par le Syctom à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) et Issy-les-



Une des cheminées de l'incinérateur d'Ivry-Paris XIII, le 28 novembre 2024. PIERRICK VILLETTE/ABACA

Moulineaux (Hauts-de-Seine). A Issy-les-Moulineaux, la jauge située près du siège social de Microsoft France a même atteint 764 pg I-TEQ/m²/j en 2023, soit plus de 190 fois la norme allemande.

Contacté, le Syctom explique que ces « valeurs exceptionnellement élevées », observées en novembre 2023, étaient liées à une panne électrique – provoquée par le basculement par RTE de la source haute tension de l'usine – qui a mis hors service les équipements de traitement des fumées pendant « quelques secondes ». Une étude des risques sanitaires a conclu à « une absence de risque supplémentaire par rapport au fonctionnement normal de l'installation », précise le Syctom qui affirme avoir mené depuis des « actions correctives » pour éviter un nouvel incident de ce type sur ses installations.

Concernant la concentration la plus élevée identifiée près de l'incinérateur d'Ivry-Paris XIII, l'agence métropolitaine plaide pour une « erreur » de placement sur la carte : la jauge serait en fait sur le toit de l'usine, « au plus près des émissions ». Le protocole de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques de surveillance environnementale des

retombées atmosphériques précise pourtant que les prélèvements doivent être réalisés au plus près de la population ou des jardins potagers et non sur le site.

Zone densément peuplée

En complément des jauges Owen, il prévoit aussi la recherche des dioxines et des métaux lourds dans des prélèvements de mousse et de lichen. Or, à la différence des sites d'Issy et de Saint-Ouen, à Ivry, aucun prélèvement n'est effectué à moins de un kilomètre de l'incinérateur. Selon le Syctom, cette « absence » est le résultat de « différentes contraintes » comme la « modification du trafic routier » ou « l'installation d'activités impactantes pour la biosurveillance ».

« Le Syctom n'effectue pas de mesure de biosurveillance dans la zone la plus polluée alors même qu'elle est densément peuplée et avec de nombreuses écoles, comment peut-on être rassuré ? », interroge Amélie Boespflug. En avril, les représentants de parents d'élèves FCPE de plusieurs écoles ont écrit à l'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France avec cette question : « Est-il dangereux d'élever nos enfants à Ivry-sur-Seine ? » Le journal municipal de mai précise que les services de la ville étu-

Aussi toxiques que persistantes, dangereuses même à des doses infimes, les dioxines sont cancérigènes pour l'homme

dient « une éventuelle répartition des élèves concernées dans d'autres établissements » « Si on m'explique qu'il y a un risque sanitaire, je déplacerai les enfants, dit au Monde le maire (Parti communiste français) d'Ivry, Philippe Bouyssou. J'ai besoin d'un positionnement clair et sans ambiguïtés des autorités sanitaires : est-ce que oui ou non il y a un risque avec les retombées de dioxines ? »

Aussi toxiques que persistantes dans l'environnement, les dioxines sont classées cancérigènes pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer. Dangereuses même à des doses infimes, elles s'accumulent dans la chaîne alimentaire. Les parents d'élèves FCPE font état de cas de cancer chez des professeurs

d'un lycée d'Ivry et soulignent que l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France a mis en évidence un surrisque de mortalité par cancer, en particulier du poumon, dans le Val-de-Marne et le 13^e arrondissement de Paris.

Contactée, l'ARS explique avoir demandé au ministère de la santé de saisir l'Agence nationale de sécurité sanitaire pour d'« éventuelles modifications de préconisations en termes de santé publique » après les résultats de l'étude d'avril de ToxicWatch sur les mousses. Par ailleurs, l'agence a effectué des prélèvements dans deux écoles où les niveaux de contamination des sols en plomb et cadmium dépassaient les seuils de vigilance sanitaire, selon les analyses de la fondation. « Il n'est pas question de mettre la poussière sous le tapis », commente Philippe Bouyssou. Lors de la réunion publique du 27 mai, il sera aussi question du nouvel incinérateur qui doit prendre le relais en fin d'année de l'actuel, vieux de plus de cinquante-cinq ans. « J'aimerais que l'on m'explique en quoi il sera moins polluant et que l'on se mette d'accord sur un cadre de surveillance plus exigeant et plus transparent », dit l'élu communiste. ■

STÉPHANE MANDARD

L'Inde tente de contenir une marée noire après un naufrage

Le « MSC Elsa-3 », battant pavillon libérien, transportait plusieurs dizaines de conteneurs de matières dangereuses

NEW DELHI - correspondance

Les images des conteneurs s'écrasant sur les côtes du Kerala font craindre le pire. Après le naufrage dimanche 25 mai d'un cargo, à 70 kilomètres au sud-ouest de Kochi, au moins une dizaine de conteneurs se sont déjà échoués lundi sur le rivage d'Alappuzha et de Kollam, destinations touristiques prisées.

Le MSC Elsa-3, battant pavillon libérien, d'une longueur de 184 mètres, transportait 640 conteneurs parmi lesquels 13 contenaient des « marchandises dangereuses » non spécifiées, 12 du carbure de calcium, un produit chimique utilisé pour la production d'engrais et la sidérurgie, ainsi que quelque 370 tonnes de carburant et de pétrole. Le MSC Elsa-3 se rendait de Vizhin-

jam, à la pointe sud de l'Inde, jusqu'à Cochin lorsqu'il a chaviré à environ 38 milles nautiques (70 kilomètres) au large du Kerala samedi. Les 24 membres de l'équipage – comprenant des Russes, des Ukrainiens, des Philippins et des Géorgiens selon la presse indienne – ont été secourus. Le navire a coulé dimanche.

Dans les heures qui ont suivi l'immersion du cargo, les avions de surveillance des garde-côtes ont détecté une nappe d'hydrocarbures sur le site, rapporte le ministère de la défense. Dimanche en fin de matinée, cette nappe a été repérée en train de dériver vers l'est/sud-est depuis le lieu du naufrage, à une vitesse de 1,5 à 2 nœuds (2,7 à 3,7 kilomètres par heure).

Les pluies précoces de la mousson qui se sont abattues sur le Ke-

Les pluies précoces de la mousson compliquent les efforts d'intervention en mer

rala ont rendu les conditions en mer difficiles, compliquant les efforts d'intervention. « Malgré la situation dangereuse, avec plus de 100 conteneurs flottant dans la zone, certains se brisant et libérant leur contenu, les garde-côtes indiens ont poursuivi leurs opérations avec efficacité », a assuré le ministère de la défense dans un

communiqué. Pour garantir la sécurité, tous les navires de passage ont été détournés et les marins ont été avertis de naviguer avec prudence.

Briser les nappes de pétrole

Les garde-côtes indiens s'activent pour tenter de contenir la marée noire, dont on ignore l'étendue, sur les lieux du naufrage. Afin de lutter contre la pollution dans la zone où le cargo a coulé, plusieurs navires ont été déployés, utilisant des caméras infrarouges pour détecter la zone de la marée noire. Des dispersants ont été épanchés par avion afin de briser les nappes de pétrole. « Les garde-côtes prennent des mesures pour bloquer le pétrole à l'aide de deux navires. Un avion [de reconnaissance] Dornier est également utilisé pour pul-

vériser de la poudre destructrice sur la nappe de pétrole », précise le communiqué du gouvernement du Kerala.

Un navire spécialisé dans le contrôle de la pollution, le Samudra-Prahar, est mobilisé depuis Bombay pour renforcer les efforts de lutte. « Toutes les mesures possibles sont prises pour assurer une action immédiate afin de protéger l'environnement côtier des déversements de pétrole et de tout risque lié aux conteneurs endommagés », a assuré Sarbananda Sonowal, ministre des ports.

Les déversements d'hydrocarbures peuvent avoir des effets considérables sur les écosystèmes marins et perturber les activités de pêche, particulièrement celles des pêcheurs traditionnels des régions côtières. Le Centre national

indien pour les services d'information sur les océans et l'Institut central de recherche sur les pêches marines ont prévu de lancer une étude de terrain sur les conséquences de cet accident, selon le quotidien The Hindu.

Les zones littorales ont été placées en alerte maximale et le gouvernement du Kerala a appelé les pêcheurs à ne pas s'aventurer en mer. Le département de la marine marchande de Cochin a émis un avertissement de responsabilité pour la pollution à l'encontre des propriétaires du MSC Elsa-3. Ces derniers ont choisi une entreprise spécialisée, T&T Salvage, qui sera chargée de la récupération des conteneurs, de l'enlèvement des hydrocarbures et du nettoyage de l'environnement. ■

CAROLE DIETERICH